



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

Bureau de l'Environnement
et de la Concertation Locale

ARRÊTÉ

Arrêté de mise en demeure

LELEDY COMPOST
Ferme de la Soyée
71380 ALLERIOT

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 10-04594

VU le Code de l'Environnement, notamment le titre I du livre V et ses articles L.511-1 et L.514-1,

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2005 autorisant la société LELEDY COMPOST à exploiter sur la commune d'Allériot une unité de co-compostage,

VU la fiche de constatations et les propositions de suite de l'inspecteur des installations classées en date du 11 octobre 2010,

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 06 octobre 2010 a mis en évidence que la société LELEDY COMPOST ne respecte pas plusieurs des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 14 juin 2005,

CONSIDERANT que les dispositions non respectées peuvent présenter des dangers ou des inconvénients vis-à-vis des intérêts à protéger énoncés à l'article R.511-1 du code de l'environnement,

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La société LELEDY COMPOST, dont le siège social est situé Ferme de la Soyée à Allériot est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite à la même adresse, de respecter sous 1 mois à la date de signature du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 juin 2005 :

--article 11.4 - Prévention des pollutions accidentelles des eaux :

La lagune peut servir de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales. Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.

Le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à la lagune et à la réserve incendie qui sont capables de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne sont rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié.

—Article 13.3 - Eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement :

Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduaires. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

ARTICLE 2

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1er, il pourra être fait application des procédures mentionnées à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. le sous-préfet de Chalon sur Saône, M. le Maire d'Allériot, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification sera adressée à l'exploitant.

Mâcon, le 29 OCT. 2010

Le préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES